La Révolte

n°127

« Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté, est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte. » Albert Camus

Novembre 2026

Edito

« ***La jeunesse emmerde le Front national !*** ». Il flottait comme un parfum des années 90 lorsque les lycéens en colère entonnaient ce refrain des « Bérurier Noir » à la fin d'une manifestation paloise. Jeunesse des banlieues riches et pauvres bras-dessus, bras dessous. Dans un monde dominait par les discours réactionnaires et xénophobes, cette fraîcheur fait du bien. Mais la répression et les intentions liberticides du gouvernement nous a vite rappelé qu'il n'y avait pas besoin de Le Pen au pouvoir pour voir appliquer sa politique en matière de droits fondamentaux. Malgré cela, la colère est toujours là et le mouvement prend de l'ampleur, se propageant aujourd'hui parmi les salariés et les successeurs des gilets jaunes. Et il faut d'abord saluer ce vent de révolte qui replace la question sociale au centre de la vie politique. Mais en perdurant, le mouvement soulève une autre exigence. Cette colère doit devenir une force capable d'imposer ses revendications. Encore faut-il que celles et ceux qui la font vivre puissent décider collectivement des moyens d'y parvenir.

Certes, on pourrait débattre des formes prises et des tactiques et stratégies les plus efficaces à adopter dans le contexte actuel. Et comment les faire évoluer. On devrait même. Mais voilà, nous sommes orphelins de lieux de débats et de décisions comme jamais. Même dans les lieux de travail où cette pratique a pourtant une histoire, il est difficile de faire entendre la nécessité de tenir des assemblées générales. L'immédiateté des communications que permet le téléphone portable a fait naître une chimère : le réseau serait l'ultime avancée démocratique, on « associe l'horizontalité à l'informel, l'absence de structures, la prévalence de l'affinitaire, de l'improvisation et de la décentralisation. »[1] Le réseau facilite la communication mais il ne peut pas remplacer les espaces de débats et de décisions. Il y a celui qui propose et ceux qui suivent. Et c'était bien le but recherché au départ par les théoriciens du management d'entreprise qui ont popularisé cette pratique, bien aidés par la technologie : « le réseau favorise les conduites égoïstes, fondées sur l'opportunisme. Celui qu'on nomme le « faiseur » s'appuie sur les autres sans qu'il ne se sente aucune obligation de réciprocité, renforçant les asymétries au sein du réseau. »[2] Car le capitalisme a bien compris que la souplesse que permet le réseau n'est pas, en soi, une remise en question des asymétries de pouvoir.

Pourtant, depuis les écrits de Jo Freeman sur le sujet, nous savons bien que l'absence de structure ne garantie en rien les décisions collectives. Au contraire, la notion « d'absence de structure » n'empêche pas la formation de structures informelles : elle n'empêche que celle des structures formelles. (…) Ainsi, l'absence de structure devient un moyen de masquer le pouvoir (…) Moins un groupe est structuré, plus il se cramponne à l'idéologie de « l'absence de structure », et plus il peut être facilement récupéré par un groupe de camarades politiques.»[3] Entre l'absence de structure et une direction qui déciderait à la place du mouvement, l'enjeu est de tracer une autre voie : construire des formes d'organisation qui rendent les décisions collectives possibles, qui donnent des mandats précis à celles et ceux chargés de les appliquer et qui permettent à tout moment de leur demander des comptes. Si nous ne parvenons pas à organiser des assemblées générales qui discutent et décident, désignent des délégués mandatés et révocables pour les représenter, et qui mettent en place une coordination entre elles, nous risquons de nous retrouvés dépossédés de notre mouvement. D'autres vont décider à notre place. Faute de lieux de décision collectifs, les orientations risquent d'être définies par celles et ceux qui disposent déjà des ressources militantes, des réseaux et des moyens de coordination nécessaires pour agir à l'échelle nationale. Les organisations établies vont imposer leur calendrier et leurs mots d'ordre, tandis que les initiatives locales restent subordonnées à des décisions qu'elles n'ont pas prises, livrées à l'initiative du plus prompt à l'annoncer, à quelques leaders autoproclamés et reconnus par un groupe d'amis voire par les media, toujours en recherche de figure à mettre en avant. La colère n'appartient à personne, elle est l'affaire de tous. C'est une parole qui réclame



RÉVOLUTION ET RÉSEAUX SOCIAUX...

des réponses. Pour l'exprimer comme pour juger des réponses qui seront apportées, il est impératif de régler la question de savoir qui décide. Alors, oui, nous devrions débattre collectivement des formes prises et des tactiques et stratégies les plus efficaces à adopter dans le contexte actuel pour faire aboutir ce mouvement. Mais comment le faire sans prendre le temps de se réunir, discuter et décider collectivement ?

1 « Pièges et principes de l'horizontalité. Considérations sur les dynamiques d'organisation », Hanane AL-JOURI, 19 septembre 2023, lundimatin https://lundi.am/Pieges-et-principes-de-l-horizontalite
2 « Le nouvel esprit du capitalisme », BOLTANSKY Luc et CHIAPELLO Eve, La Découverte, 2011.
3 « La tyrannie de l'absence de structure », Jo FREEMAN, mai 1970.

Hommages du 2 août 2026 Madame Lydia Chagoll, & Guest. Souvenirs de routes avec la caravane musée Art Rom.

Chers amis et lecteurs,
Nous arrivons à la date buttoir du 82ème « anniversaire » de ce qu'a été le massacre des familles Roms-Sinti ou « Zingueuners », le 2 août au camp d'Auschwitz-Birkenau.
Madame Petra Bayr, Présidente, et 11 Parlementaires du Conseil de l'Europe de Strasbourg, se rendront à la commémoration, et le chargé de mission Roms/Gens du Voyage, Monsieur Georgios Stamaris, élu grec, nous rappelle l'urgence : surtout ne pas faire qu'acte de commémoration de ce Samudaripen, de l'Holocauste, mais également employer les outils de l'APCE en enseignant l'Histoire, telle qu'elle ne l'était pas mentionnée dans les manuels scolaires.
C'est ce qui avait changé sous les présidences Chirac et Hollande en France : les mots Tziganes et
Shoah/Samudaripen, figuraient enfin pour les apprentissages des lycéens. Vous saisissez l'ampleur de ce que furent nos luttes et combats auprès des institutions et élus, en particulier grâce au réseau amical des rescapés et anciens Résistants ou Rescapés, des artistes Roms-Sinti et des familles, ainsi que des bénévoles et employés temporaires, étudiants



stagiaires. Notre humble et infime réseau de l'association bordelaise « Art Rom, de voyages » (1998-2015 Après Charlie) a permis d'avancer, et j'ai pu soutenir 2 thèses à Paris 1 et Toulouse 2, pour évoquer tout cela.
Mon but, nos objectifs artistiques et pédagogiques, était de permettre aux enfants non scolarisés des friches industrielles et aires d'accueil, de manière basique, d'accéder à un atelier d'artiste et à un petit musée itinérant Art Rom, grâce au soutien de très grands artistes de nos communautés ou d'autres cultures, pour parler d'Art, d'accès aux loisirs, aux soins médicaux, à l'accès au logement, à la formation/scolarisation et au travail. C'est dans ce cadre là, que je rencontrais madame Lydia Chagoll. C'était lors de l'exposition de ma caravane pour l'un des 7 Festival Balkan-Trafic du BOZAR à Bruxelles, sous la direction de Monsieur Nicolas Wiëers, 1001 Valises ABSL.
Chaque année j'ai eu la possibilité de présenter mon/notre travail, avec les nouveautés réalisées en nomade en France, en itinérance, puisque je vivais en caravane et roulotte avec titre de circulation français.
Un « petit bout de femme », à l'allure frêle et tonique, à la fois, s'est présentée face à moi.
C'était Lydia Chagoll. Elle m'a parlé de son ouvrage « Les Tziganes sous la croix gammée ». Elle m'a montré son tatouage, et moi le mien. Nous sommes restées là, assises l'une contre l'autre, sur la placette, dans la Rue, face à l'entrée du Palais des Beaux-Arts de Bruxelles. Lydia m'avait demandé comment je travaillais. Je lui ai répondu : « Par mon métier de Professeur contractuelle en arts plastiques et arts appliqués, pour l'Education Nationale en Aquitaine, en France... Et bénévolement en itinérance pour le reste du territoire, et en Europe, en Algérie ou Macédoine. Pour les tchavolé, les enfants des « places » qui n'ont pas « école »... ». Elle était heureuse de ces mots. Je décrivais également mon stand de créations, faisais visiter la caravane musée, sous le parasol forain familial...
Nous avons parlé « violon »... Tcha Limberger se produisait à l'intérieur ! Notre dos appuyé au convoi coloré, au milieu du son des fanfares des balkans, des musiciens et danseurs, des passants et spectateurs...
Ce n'est que plus tard, que j'ai pris conscience de qui était réellement Lydia Chagoll et son parcours terrifiant !
Née le 16 juin 1931 à Voorburg, aux Pays-Bas, et partie trop tôt le 23 juin 2020 à Overijse, en Belgique. Lydia était, en plus d'écrivaine, chorégraphe et danseuse, artiste. Ses récits les plus importants sont « Pour un sourire d'enfants », « Ma Bister » et « Au nom du Führer ». A 9 ans Lydia Chagoll a été internée dans un Camp japonais jusqu'en octobre 1945, et elle décrivait sessouffrances et celles de ses proches exilés. Elle était passée par le camp de réfugiés ou déportés de La Fourgette vers Toulouse, exactement nommé Le Récébédou à Portets sur Garonne et dont on peut trouver des archives grâce à l'association Chemins de Mémoire, du BAPIM, Ministère des Armées françaises, Direction de la mémoire, de la culture et des archives, à Paris.
Le travail de Lydia a été salué par le prix de la Fondation du Roi Baudoin à Bruxelles avec le film réalisé par Frans Buyens qui était son compagnon depuis 1973. Il est possible de trouver des documents ressources de ces témoignages auprès de l'ABSL « Mémoire d'Auschwitz » aussi à Bruxelles. Une autre ABSL de la capitale belge « CINERGIE.be », à la Maison de la francité, propose ses vidéos. Le film le plus « important » semble être « Un jour les témoins disparaîtront », de Frans Buyens et Lydia Chagoll. Auteur né le 2 février 1924 à Tamise, en Belgique. Décédé suivant sa volonté, le 26 mai 2004 à Jette, en Belgique.
Son père était vannier, issu d'une famille ouvrière socialiste et antimilitariste. Frans a été employé au syndicat, métallurgiste, a travaillé à la bibliothèque de la Maison du Peuple. Il était autodidacte et Résistant. Les sujets traités dans ses films sont l'engagement, l'injustice, le contrepouvoir et le racisme. Avec Lydia ils composent « Savoir pourquoi », à propos de la montée du nazisme et fascisme militaire au Japon. Tout ceci est consigné dans un article en ligne de Rik Hemmerijchx.
Pour terminer ce récit, je souhaiterai parler d'une autre date importante : celle du 6 août 2024 où notre chère Historienne des Roms-Sinti, l'universitaire lyonnaise Claire Auzias, nous a quittés.
Claire a toujours soutenu mon/notre parcours nomade et manouche. Elle avait pris part aux événements de Mai 68 en France. Le CIRA de Marseille vous propose de consulter ses ouvrages.
Dik et na bister. Regarde et n'oublie pas...

A nos chers disparus.
Tania Magy

Trappes : la haine finit toujours par passer aux actes

L'attentat de Trappes d'octobre 2026 est le symptôme d'une dérive qui travaille la société française depuis plusieurs décennies. Lentement, la haine et les discours racistes ont quitté les marges pour s'installer au cœur du débat public. Une extrême droite désormais décomplexée, soutenue et banalisée par une partie de la bourgeoisie financière et médiatique, se sent aux portes du pouvoir et ne prend même plus la peine de dissimuler son véritable projet.
L'attentat raciste commis par Kévin T. ne peut être considéré comme un simple « acte isolé ». Il s'inscrit dans un climat construit depuis trente ans : stigmatisation des immigrés, désignation de certains quartiers comme des territoires ennemis, banalisation des discours xénophobes et diffusion de la pseudo-théorie du « grand remplacement ».
On ne peut pas, pendant des années, désigner une ville comme Trappes comme une « petite république islamique en miniature »[1] ou un « territoire à reconquérir »[2], puis feindre la surprise lorsqu'un individu décide de prendre ces mots au pied de la lettre. Faire de la politique, c'est chercher à convaincre. Lancer des discours de haine, c'est aussi fabriquer des adeptes. Lorsque les mots désignent des ennemis, certains finissent toujours par vouloir les combattre par les armes.
Lorsque Kévin T. reconnaît avoir ciblé Trappes parce qu'il considérait la ville comme un repaire d'islamistes[3], le lien entre ces discours et le passage à l'acte ne peut être ignoré.
La haine ne se contente jamais de discours. Sa finalité, ce sont les actes.

La fabrique du consentement

Mais la responsabilité de cette situation ne repose pas uniquement sur les partis d'extrême droite. Depuis des années, une grande partie du personnel politique et des grands médias participe à une inversion cynique des valeurs.
D'un côté, l'extrême droite est devenue fréquentable. Ses représentants sont invités en permanence sur les plateaux. Ils sont présentés comme des « opposants respectables », des représentants d'une opinion parmi d'autres ou des défenseurs de l'ordre. Leurs obsessions xénophobes sont devenues de simples « sujets de société », discutés à l'infini sans que leurs mensonges soient systématiquement confrontés aux faits.
De l'autre, la contestation sociale est criminalisée. Les jeunes des quartiers sont décrits comme des émeutiers. Les manifestants deviennent des irresponsables ou des casseurs. Les syndicalistes sont traînés dans la boue. Les Gilets jaunes ont été diabolisés. Et toute une partie de la gauche est assimilée à une « ultragauche » violente et déraisonnable.
Même les formations dont le programme n'a rien de révolutionnaire sont présentées comme une menace pour la République, tandis que l'extrême droite raciste et autoritaire devient un interlocuteur comme un autre. Le « front républicain », nous explique-t-on désormais, devrait se construire contre la gauche plutôt que contre l'extrême droite.
Pendant ce temps, le MEDEF peut accueillir Marine Le Pen lors de son université d'été, tandis que des patrons influents n'hésitent plus à la fréquenter.
Cette prétendue « dédiabolisation » n'est pourtant pas une invention récente. Chaque fois que les classes dominantes ont considéré le fascisme comme un rempart utile contre le mouvement ouvrier, elles ont commencé par lui accorder une respectabilité.
Sous la République de Weimar, une partie des élites économiques et médiatiques allemandes a participé à la normalisation du nazisme, notamment à travers le puissant empire de presse d'Alfred Hugenberg[4]. On sait ce qu'il en coûta à l'Allemagne et au monde.
L'histoire ne se répète jamais exactement. Mais elle bégaye parfois suffisamment fort pour que nous tendions l'oreille.

La bête finit toujours par mordre la main qui l'a nourrie

Aujourd'hui, ceux qui ont contribué à banaliser l'extrême droite commencent eux aussi à découvrir ce qu'ils ont nourri.
Une part croissante de l'information est désormais concentrée entre les mains de quelques milliardaires. Télévisions, radios, presse écrite, instituts de sondage et plateformes numériques deviennent les instruments d'empires industriels dont les intérêts économiques se mêlent toujours davantage à un projet idéologique autoritaire, identitaire et antisocial.
Et la presse qui n'entre pas dans le rang devient à son tour une cible. Voilà Patrick Cohen soudain présenté comme un Che Guevara de la plume !
Les incidents survenus récemment lors du congrès du RN à Orléans, où des journalistes indépendants ont été traqués, fouillés et expulsés, ainsi que l'offensive judiciaire contre Le Monde, ne sont pas de simples accidents[5]. Ils annoncent ce qui pourrait nous attendre demain : une information toujours plus concentrée, des médias publics affaiblis et toute parole critique présentée comme suspecte ou ennemie.
Le projet de privatisation massive de l'audiovisuel public porté par le RN[6] s'inscrit dans cette logique : étouffer toujours davantage la contradiction et livrer l'information aux empires industriels. C'est la mise au pas programmée de toute parole discordante.
L'histoire de la presse française nous rappelle pourtant le rôle qu'ont joué certains journaux d'extrême droite dans les années 1930. Gringoire et Je suis partout ont notamment mené, avec le soutien d'une partie de la grande bourgeoisie, des campagnes de haine et de calomnie contre le mouvement ouvrier et ses représentants[7].
Aujourd'hui, les formes ont changé. Mais la fonction reste familière : contrôler le récit, désigner des ennemis et faire passer la répression pour une nécessité.

Face au fascisme : s'organiser

Le RN aux portes du pouvoir montre chaque jour davantage la nature de son projet : un projet raciste, policier et profondément hostile aux intérêts des travailleurs et des travailleuses. Face à la contestation sociale, il se présente comme le parti de l'Ordre, pendant que des groupes d'extrême droite n'hésitent pas à s'en prendre physiquement aux mouvements sociaux.
La réponse ne viendra pas seulement des urnes ou des combinaisons entre partis.
Elle est dans la rue, dans les lieux de travail, dans les quartiers et partout où nous pouvons reconstruire des solidarités. Elle est dans un mouvement social qui remet au centre ce que les puissants cherchent constamment à faire oublier : la question sociale.
Car la classe dirigeante nous le montre chaque jour : elle est prête à défendre ses privilèges par tous les moyens. La répression qui s'abat sur les mouvements sociaux et les projets de lois toujours plus liberticides devraient suffire à nous en convaincre.
Il faut donc profiter de l'élan actuel pour renforcer nos solidarités de base et nos capacités d'organisation. Quel que soit le président élu, les travailleurs et les travailleuses ne pourront compter que sur leurs propres forces.
Des syndicats libres, combatifs et autogérés, capables de défendre les travailleurs, d'organiser les luttes et de construire l'entraide, sont plus nécessaires que jamais. Il ne s'agit pas seulement de résister à ce qui vient. Il s'agit aussi de construire, dès aujourd'hui, les forces collectives capables de défendre nos libertés et de transformer la société.
En février 1934, face à la menace fasciste, la classe ouvrière a répondu par la grève générale[8].
Si notre époque rappelle par certains aspects les années trente, n'oublions pas au moins cette leçon : face au fascisme, notre meilleure défense reste notre capacité à nous organiser collectivement.

Jipé

Notes et références

1. Déclaration de Jordan Bardella lors de l'émission Face à Baba sur C8, animée par Cyril Hanouna en 2022.
2. Déclaration publique de Marine Le Pen publiée sur ses réseaux sociaux officiels en 2018 concernant la commune de Trappes.
3. Éléments issus des premières déclarations de Kévin T. rapportés par le Procureur national antiterroriste lors de la conférence de presse faisant suite à l'attentat de Trappes d'octobre 2026.
4. Référence au Hugenberg-Konzern, le puissant cartel de presse et d'entreprises contrôlé par Alfred Hugenberg sous la République de Weimar. Son rôle dans la normalisation et l'accession au pouvoir du nazisme illustre les liens qui peuvent se nouer entre une partie des élites économiques, médiatiques et les forces fascistes.
5. Référence aux incidents constatés lors du congrès du Rassemblement national à Orléans, fin octobre 2026, envers des rédactions indépendantes, dont Mediapart, ainsi qu'à la plainte en diffamation déposée par le RN contre le quotidien Le Monde.
6. Référence à la proposition de loi cadre du RN relative à la privatisation de l'audiovisuel public, visant notamment France Télévisions et Radio France et prévoyant une réduction massive de leurs financements publics.
7. Référence aux journaux d'extrême droite de l'entre-deux-guerres, notamment Gringoire et Je suis partout, et à leurs campagnes de calomnies contre les organisations ouvrières et la gauche. Ces campagnes participèrent notamment au climat ayant conduit au suicide du ministre de l'Intérieur Roger Salengro en 1936.
8. À la suite des émeutes du 6 février 1934 et face à la montée des ligues d'extrême droite, la CGT appela à une grève générale de vingt-quatre heures le 12 février. La CGTU, la SFIO et d'autres organisations rejoignirent le mouvement, qui fut massivement suivi et constitua un moment important de la mobilisation antifasciste et de l'unité ouvrière.



ECRIVEZ DES LETTRES AUX PRISONNIERS ANTI-GUERRE EN RUSSIE ET EN UKRAINE

Si vous souhaitez recevoir des modèles de lettre, des listes de prisonniers, contactez-nous !

Nous traduirons en russe ou en ukrainiens vos courriers pour qu'ils puissent être envoyés et remis aux prisonniers.

Initiative de solidarité avec les réfugiés et les déserteurs russes et Ukrainiens « Olga Taratuta »
(contact@solidarite.online http://nowar.solidarite.online/blog

Ta révolte sur notre blog :
http://comitedelarevolte64.over-blog.com